

## Les ministres des Affaires étrangères des pays de l'OTAN ont réaffirmé leur soutien à la Géorgie

Le Conseil de l'Atlantique Nord s'est réuni en session spéciale au niveau des ministres des Affaires étrangères, pour examiner la situation en Géorgie et ses incidents pour la stabilité et la sécurité euro-atlantique.

Le président en exercice de l'O.S.C.E., le ministre finlandais des Affaires étrangères, M. Alexander Stubb, et le ministre français des Affaires étrangères, M. Kouchner, (qui s'exprimait au nom de la présidence de l'Union européenne), ont fait pour le Conseil le point des efforts diplomatiques menés jusqu'à présent.

Le Conseil s'est félicité de l'accord signé par la Géorgie et la Russie, visant à mettre fin aux hostilités et à parvenir à un règlement politique du conflit, mais a souligné néanmoins l'urgence d'une mise en oeuvre rapide et complète de cet accord.

Les Alliés ont réaffirmé leur attachement à l'intégrité territoriale, à la souveraineté et à l'indépendance de la Géorgie, et ils ont approuvé une série de mesures destinées à venir en aide aux populations civiles touchées par le conflit.

### COMMISSION OTAN-GEORGIE

Les ministres des Affaires étrangères des pays de l'OTAN ont décidé de mettre en place, avec la Géorgie, une commission OTAN-Géorgie, un mécanisme de consultation comparable à la Commission OTAN-Ukraine. Ce nouvel organe politique assurera le suivi des décisions prises au sommet de Bucarest et supervisera les relations entre l'OTAN et la Géorgie.

Un certain nombre de mesures de soutien ont été approuvées lors de la réunion, notamment l'envoi d'une équipe de quinze experts des plans civils d'urgence qui sera chargée d'aider la Géorgie à évaluer les dégâts subis par ses infrastructures civiles. L'Alliance établira des contacts avec la Géorgie afin d'évaluer l'état du ministère de la Défense et des forces armées de ce pays.

Parallèlement, les Alliés prévoient le rétablissement du système de contrôle de la circulation aérienne et d'aider le gouvernement géorgien à mieux comprendre la nature des cyberattaques.

Le secrétaire général de l'OTAN, M. Jaap de Hoop Scheffer, a annoncé lors d'une conférence de presse qu'il chargerait son représentant spécial pour le Caucase et l'Asie centrale, M. Robert Simmons, d'établir des contacts avec le gouvernement géorgien et de tenir les Alliés informés.

"Nous ne pouvons pas continuer à agir comme si rien ne s'était passé".

Le conseil a exhorté la Russie à "agir immédiatement pour retirer ses troupes de la zone".

Au cours de sa conférence de presse, le Secrétaire général de l'OTAN a indiqué que les réunions du Conseil OTAN-Russie dépendraient des mesures concrètes que la Russie prendra pour appliquer le plan de paix. " Nous ne fermons pas les portes, mais nous ne pouvons pas continuer à agir comme si rien ne s'était passé... tant que la Russie n'aura pas fait la preuve de son engagement à l'égard des principes sur lesquels nous avons décidé de fonder nos relations " a-t-il ajouté ■

## DÉCLARATION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD CONCERNANT LA RECONNAISSANCE PAR LA RUSSIE DE L'ABKHAZIE ET DE L'OSSÉTIE DU SUD

Le Conseil de l'Atlantique Nord condamne la décision prise par la Fédération de Russie de reconnaître les régions géorgiennes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie et exhorte la Russie à revenir sur sa décision.

Cette décision est contraire aux nombreuses résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies relatives à l'intégrité territoriale de la Géorgie que la Russie a elle-même entérinées, ainsi qu'aux principes fondamentaux de l'OSCE sur lesquels repose la stabilité en Europe. Les actions menées par la Russie remettent en cause l'engagement de ce pays en faveur de la paix et de la sécurité dans le Caucase.

Le redressement, la stabilité et la sécurité de la Géorgie sont importants pour l'Alliance. L'OTAN exhorte la Russie à respecter l'intégrité territoriale de la Géorgie et à honorer les engagements qu'elle a pris au titre de l'accord en six points signé par le Président Saakachvili et par le Président Medvedev.

Tél: +32 (0)2 707 5041 - Fax: +32 (0)2 707 5057

email :press@hq.nato.int

Site Internet :http://www.otan.nato.int

## LA VIE DE L'AFCA

### BUREAU DE L'AFCA ( Septembre 2008)

#### PRÉSIDENTS D'HONNEUR

**François MOREAU DE BALASY**  
Vice-président d'Honneur de l'Association du Traité Atlantique

**Pierre-Christian TAITTINGER**  
Ancien Ministre, Ancien maire du XVI<sup>e</sup> arrondissement

**Jean-Antoine GIANSILY**  
Ancien député européen, Ancien conseiller de Paris

#### BUREAU

##### Président:

**Claude-Gérard MARCUS**, membre honoraire du Parlement, Ancien maire du 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris, Ancien Vice-président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

##### Vice-président:

M. l'Ambassadeur **Edouard BRAINE**

Président d'Honneur, faisant fonction de **Trésorier: François MOREAU DE BALASY**

##### Secrétaire Général adjoint:

**M. Jean-Jacques CURIEL**, Ancien adjoint au maire du 19<sup>e</sup> arrondissement

## LES DÉLÉGUÉS DE L'AFCA

#### PYRÉNÉES ATLANTIQUES

M. Jean-Claude MARQUIS, Ancien vice-président du Conseil général de l'Ain, a été nommé délégué de l'AFCA - TEL: 06 80 02 99 46

#### BOURGOGNE

Mme Madeleine LHEUREUX ( Dijon)  
TEL 03 80 73 25 60

#### REGION CENTRE

M. Claude ROZET (Orléans)  
TEL : 02 38 88 38 60

## AIDEZ-NOUS !

en adressant un chèque de soutien à:

Association Française  
pour la Communauté Atlantique  
Mairie du XVI<sup>e</sup>,  
71 avenue Henri Martin  
75116 PARIS

(Adhésion à partir de 30€)

#### VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE

Le Colonel Francis PRAQUIN, a été nommé délégué de l'AFCA pour Villefranche-sur-Saône  
TEL: 04 74 60 37 20

#### NICE-CÔTE D'AZUR

Général Michel G. CHOUX,  
TEL 06 11 57 68 61  
Assisté de Patrice BENOIT, à Nice  
TEL: 06 99 20 64 60

#### CANNES

M. Bruno TASSY  
TEL : 06 12 99 60 43

#### VOUS POUVEZ RETROUVER

TOUTES LES INFORMATIONS DE L'AFCA SUR :

[www.afcatlantique.fr](http://www.afcatlantique.fr)

RENDEZ-VOUS SUR LE BLOG DE CLAUDE-GÉRARD MARCUS:

<http://cgmarcus.over-blog.net>

à lire absolument : "LE PRIX DU KOSSOVO"

# FRANCE

ÉTÉ - AUTOMNE 2008 *Alliance Atlantique*

## L'ÉDITORIAL DE CLAUDE-GÉRARD MARCUS

# INTERROGATIONS

Le Président Sarkozy a convoqué lundi 1er septembre, à Bruxelles, une réunion extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union européenne pour évoquer les suites du conflit de Géorgie. Les Vingt sept se sont déclarés "préoccupés" par "la réaction disproportionnée de la Russie" dans ce conflit et ont réclamé "l'application intégrale " de l'accord de cessez-le-feu qui avait été négocié par Nicolas Sarkozy, c'est à dire l'évacuation de toutes les troupes russes se trouvant en Géorgie.

En attendant cette application intégrale, l'Union Européenne a décidé de suspendre les négociations concernant le nouveau "partenariat" de la Russie avec les pays de l'Union européenne.

Tout en adoptant une position modérée, l'Union européenne a aussi adopté des mesures de soutien et d'aide à la Géorgie.

Cela étant, on peut s'interroger sur la surprise de certains devant l'action russe, et sur le fait de savoir si un tel conflit n'aurait pas pu être évité.

Depuis des années les dirigeants occidentaux ( américains et européens) ont fait la sourde oreille devant la position très catégorique de la Russie qui considérait - à tort ou à raison - que les soutiens occidentaux aux "révolutions oranges" et la volonté de faire entrer l'Ukraine et la Géorgie dans l'OTAN tendaient à organiser l'en-

cerclément de la Russie, tout comme l'installation des missiles anti-missiles américains en Pologne.

J'avais eu l'occasion de le souligner dans ces colonnes et de le dire lors des réunions internationales de l'Association du Traité Atlantique.

En réalité cela pose avant tout la question de savoir comment les Alliés entendent "considérer la Russie" et quelle liberté d'action ils lui concèdent ou non dans son ancien empire. Il faut constater que la Russie ...

(Lire la suite page suivante) ►



Conférence de presse lors du Conseil Européen extraordinaire à Bruxelles

n'est plus le pays affaibli, ruiné, incapable de se redresser des années encore récentes, mais un pays en pleine expansion à cause des mannes pétrolière et gazière, traversé par un profond nationalisme et la volonté de redevenir une grande puissance mondiale. Les réponses ne sont pas faciles.

Il faudrait aussi expliquer pourquoi on traiterait différemment les problèmes caucasiens et ceux de l'ex-Yougoslavie et pourquoi le respect des frontières historiques peut être remis en cause par le droit du peuple albanais du Kosovo à disposer de lui-même mais que les peuples abkhaze et ossète du Sud, qui avaient montré les armes à la main, au moment de la disparition de l'URSS, leur refus d'être Géorgiens, n'auraient pas les mêmes droits qu'au Kosovo.

Dans ces affaires compliquées, il y a une chance pour l'OTAN et l'Union européenne. Depuis plusieurs années la Russie avait mis sur pied avec la Chine,

l'Organisation Commune de Shanghai, qui comprenait ces deux pays et plusieurs républiques d'Asie centrale et comme observateurs, l'Inde, le Pakistan et l'Iran, pays qui souvent soutenaient dans le monde les "insoutenables" comme les Soudanais au Darfour ou le Zimbabwe.

Ce n'était pas un "contre OTAN" mais cela aurait pu le devenir et des manoeuvres militaires conjointes avaient déjà eu lieu.

Brusquement, et c'est la chance de l'OTAN, les Chinois, les yeux fixés sur Taiwan, le Tibet et le Sin Kiang, n'ont pas voulu tenir compagnie aux Russes et appuyer l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du sud, ce qui aurait pu être un mauvais exemple pour eux. Cette attitude freine la liberté d'action de la Russie ■

Claude-Gérard MARCUS  
Président de l'AFCA

## AFGHANISTAN

Leur motivation, comme celle des militaires engagés, est leur honneur: Servir !

D'autres Français risquent, hélas, d'être tués en Afghanistan. C'est le très lourd tribut à payer, comme l'a souligné Nicolas Sarkozy, pour lutter pour les Droits de l'Homme et de la Femme et pour notre propre sécurité.

Ce combat engage la France, les Nations Unies et les 39 pays mobilisés en Afghanistan.

"Volontaire", c'est la devise du 8<sup>e</sup> RPiMa.

Faisons en la nôtre pour soutenir le combat contre l'obscurantisme et pour la liberté.

C'est notre devoir et le plus bel hommage à nos dix soldats, pour que le sacrifice de leur vie n'ait pas été vain ■

Jean-Jacques CURIEL  
Secrétaire Général adjoint de l'AFCA.

### APRÈS LA XVI<sup>e</sup> CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS

#### EXTRAITS DU DISCOURS DU PRÉSIDENT SARKOZY

**L'actualité se bouscule tellement que l'important discours prononcé par le Président Nicolas Sarkozy à l'occasion de la Conférence des Ambassadeurs n'a peut être pas eu toute l'audience qu'il méritait. Nous publions ci-après des extraits concernant la France et l'Afghanistan, ainsi que la France et l'Alliance Atlantique.**

#### LA FRANCE ET L'AFGHANISTAN

IL y a 10 jours, 10 soldats français sont tombés en Afghanistan au cours de combats contre des terroristes talibans. Ils sont tombés au service d'une cause juste, dans le cadre d'une mission approuvée par l'ONU: la lutte contre le terrorisme, la lutte pour nos valeurs, pour la liberté et les droits de l'homme dans un pays martyrisé par une barbarie obscurantiste. Souvenons-nous : les lapidations dans les stades, les mutilations, les droits de femmes bafoués. Nos soldats sont tombés pour la France, pour protéger les Français de la menace directe du terrorisme, qui prend pour une large part sa source dans cette région du monde. C'est cela qui est en cause en Afghanistan. Il y a un an, je vous disais ici même qu'un des principaux enjeux des années à venir serait d'éviter la confrontation entre l'Islam et l'Occident. une confrontation que veulent provoquer ces extrémistes qui rejettent toute ouverture, toute modernité, toute diversité. Je vous disais que notre devoir était d'aider, d'encourager les forces de modération et de modernité en Afghanistan. C'est ce que nous avons fait et continuerons de faire.

Notre présence militaire, décidée à juste titre dès 2001, a été renforcée. La France joue tout son rôle, avec ses alliés européens - 25 des 27 membres de l'Union-, américains, canadiens, turcs, pour stabiliser ce pays et pour empêcher le retour au pouvoir d'un régime allié à Al Quaid. Ce renforcement, nous l'avons décidé dans le cadre de la nouvelle stratégie des Alliés, définie à l'initiative de la France au sommet de Bucarest. Elle reste valable: un engagement dans la durée; une approche globale, civile et militaire, avec coordination accrue de l'aide; la nécessaire coopération du Pakistan; mais surtout la prise en charge progressive par les Afghans eux-mêmes de leurs responsabilités de sécurité. C'est à mes yeux l'objectif prioritaire car c'est la première condition d'un succès dans la durée. Dans la région Centre, celle de Kaboul, c'est la France qui, depuis ce mois d'août, est chargée d'organiser, dans un délai maximum d'un an, ce transfert de responsabilité au profit de l'armée afghane.

Dés demain, 28 août, la sécurité de la ville de Kaboul lui sera confiée. Certains disent : il faut mettre l'action sur la reconstruction. C'est ce que j'ai fait : notre aide civile a été doublée.

Notre pays a organisé en juin dernier une conférence de soutien à l'Afghanistan qui a été un succès remarquable puisqu'elle a rassemblé quelque 20 milliards de dollars d'aide pour les prochaines années. Bien sûr la situation reste difficile et dangereuse. Mais mesurons les progrès accomplis: des institutions démocratiques avec de nouvelles élections en 2009/2010 ; la scolarisation de près de 6 millions d'enfants contre 800 000 en 2001; un système de santé qui a permis de réduire la mortalité infantile d'un quart: ce sont 40 000 enfants sauvés chaque année; dans tous les domaines, un progrès sans précédent de l'égalité entre hommes et femmes; des infrastructures restaurées; 4 000 kilomètres de routes construites... Qui croira que tout ceci aurait été possible sans notre présence militaire?

Quelle serait l'alternative ? Un retrait militaire serait suivi du retour des Talibans et d'Al Quaid, et sans doute, de la déstabilisation du Pakistan voisin. Ce n'est pas concevable. Soyons clairs: la France membre permanent du Conseil de Sécurité, assumera ses responsabilités. Elle ne cédera pas aux terroristes. Elle les combattra partout où ils se trouvent, avec la conviction que le peuple afghan, appuyé par ses alliés, l'emportera sur la barbarie et pourra progressivement y faire face par lui-même."

#### LA RELATION AVEC LES ETATS UNIS ET L'ALLIANCE ATLANTIQUE

" J'ai voulu situer franchement et nettement, la France au sein de sa famille occidentale, restaurer une relation confiante avec le peuple et les dirigeants américains et rénover notre relation avec l'Alliance Atlantique. Pourquoi ? Pendant les décennies de contrainte bipolaire, comme pendant la décennie de situation unipolaire, il était juste et souhaitable que notre pays

marque sa différence par rapport à Washington. Mais nous entrés, depuis quelques années, dans une période radicalement différente qui va durer plusieurs décennies et que je qualifierais d' "ère des puissances relatives". Non pas que les Etats-Unis aient perdu leurs formidables atouts ;mais l'ascension fulgurante de la Chine, de l'Inde, du Brésil, le retour de la Russie créent une situation nouvelle: aucun pays n'est plus en mesure d'imposer seul sa vision des choses; mes conditions objectives d'un nouveau concert des grandes puissances existent mais celui-ci reste à organiser. Comme reste à inventer le nouvel ordre dont le monde a besoin pour traiter les problèmes globaux.

Dans cette période de transition, où les repères s'estompent, il m'a paru nécessaire d'affirmer avec netteté où la France se situe et quels sont les valeurs et les intérêts qui, pour elle, sont essentiels. Je note que plus personne, aujourd'hui, ne dit ou n'écrit que ce faisant, la France a aliéné son indépendance ou perdu sa souveraineté. Mais il reste,

dans l'esprit de certains, une inquiétude : la France ne risque-t-elle pas de perdre une part de sa marge de manoeuvre ou de voir son image atteinte à travers le monde ?

Je suis convaincu du contraire : la France, me semble-t-il, a gagné en crédibilité; elle a accru sa marge d'action et sa capacité d'influence à l'intérieur comme à l'extérieur de sa famille.

Le sommet de l'OTAN de Bucarest, en avril dernier, en a offert un parfait exemple: pour la première fois depuis la création de l'Alliance, le Président des Etats-Unis, a apporté son soutien public, clair et net au projet de Défense européenne; il l'a fait parce qu'il était convaincu qu'en portant ce projet, la France ne souhaitait pas affaiblir l'Alliance atlantique, que les deux étaient complémentaires et non antagonistes. Les autorités polonaises et d'autres, réputées "atlantistes", pour la même raison, ont exprimé leur soutien à notre approche... "■

## AFGHANISTAN

# VOLONTAIRE

**Dix morts, vingt et un blessés. L'Armée pleure les siens et la Nation ses fils. Morts à 18 ans le 18 août, tombés au champ d'honneur à 23 ou 30 ans, en Afghanistan, à Saroubi, dans la vallée d'Ubzin, dans le désert torride, à plus de 7000 kilomètres de la France.**

L'émotion de tous les Français, le chagrin irréparable de leurs parents, de leurs proches, les interrogations légitimes des conditions de leur mission, les nécessaires révisions tactiques de l'emploi des forces de l'OTAN et d'une nouvelle conception de son rôle qui devrait aussi porter sur la reconstruction et la réforme de la gouvernance afghane, ne doit pas occulter la menace permanente que fait peser l'internationale du terrorisme islamique.



Patrouille dans Kaboul de soldat français et de personnel du KPC.

Marche du Tchad, ils l'étaient tous.

Formés et préparés, durant un an, les jeunes recrues encadrées par les officiers et sous-officiers expérimentés étaient conscients de leur rôle et du danger permanent de cette guerre - n'ayons pas peur de prononcer le mot - contre le terrorisme.

Certaines professions sont plus exposées, plus dangereuses que d'autres, pompiers, policiers ou démineurs, en font partie.

Cette dernière prospère avec le trafic de la drogue et rêve d'un djihad planétaire commençant par la mainmise des Talibans, non seulement sur Kaboul, mais aussi sur le Pakistan voisin, doté de l'arme atomique.

Volontaires, les huit parachutistes du 8e RPiMa de Castres, le légionnaire du 2<sup>e</sup> Régiment étranger de parachutistes de Calvi et le marsouin du Régiment de

# A quoi bon ?

Chaque fois que nos Forces subissent des dommages graves ou des pertes humanitaires, où que ce soit dans les théâtres d'interventions de l'OTAN, de l'ONU, de l'UEO, de coalition imposées par les circonstances ou de mises en action d'accords bilatéraux, cadres évolutifs dans lesquels nous exerçons régulièrement des commandements importants, une partie de l'opinion publique exprime doutes ou réprobation: nos soldats se font tuer pour les américains, laissons tomber le Moyen Orient où il n'y a que des mauvais coups à prendre, après tout ils ont bien le droit de s'entretuer sans nous, notre armée doit défendre le territoire, patrouiller pour vigipirate et éteindre les incendies de forêts, un point c'est tout.

Comme cela serait simple: chacun chez soi, Ben Laden chez lui, les Américains iront où ils voudront, les Libanais deviendront syriens, Israël se débrouillera avec Gaza et la Palestine, la Syrie et l'Iran, la Turquie glissera vers un islamisme qui avance à peine masqué, l'Irak, la Jordanie l'Egypte, la Tunisie, le Maroc - la Libye peut-être, se soumettront progressivement à une idéologie qui n'est pas la leur - mais sans nous, c'est l'essentiel et tant pis pour eux...

Ce genre de raisonnement a sa logique.

C'est la logique de Munich; puisque les nazis voulaient l'Autriche et la Tchécoslovaquie, laissons faire, ils se calmeront. Ils ne se sont pas calmés. C'est la logique de Srebrenica : les serbes veulent se débarrasser des croates : raisonnons-les, ils se calmeront parce que ce qu'ils veulent faire n'est pas bien du tout.

Pas bien du tout : "ils ont tués six mille hommes sous les yeux à la fois impavides et horrifiés de l'OTAN. Et Mladic court toujours" .

Le président de la République, dans la cour des Invalides, devant dix cercueils, a clairement exprimé le choix qui s'impose à notre pays - lequel dans ces domaines ne peut rien tout seul et doit agir en coalitions: "l'Occident et la Démocratie doivent résister, sauf à perdre progressivement mais irrémédiablement : nos libertés fondamentales, l'âme même de la démocratie, notre honneur, notre civilisation ".

Nos jeunes héros étaient des engagés volontaires pour une mission de guerre au service de leur pays et d'une cause liée à nos engagements de solidarité interalliée. Les ennemis qu'ils ont affronté ne sont pas des va nu pieds querelleurs qui défendent leur petite famille ou protègent la culture pacifique du pavot dont la fleur est si belle, ils sont désormais extrêmement mobiles, armés et aguerris, au service de la grande subversion islamiste qui met à feu et à sang aujourd'hui l'Afghanistan, et demain, progressivement, l'ensemble de la zone et au-delà.

Il faut voir les choses en face : le monde occidental et les démocraties réelles (qui ne sont pas très nombreuses dans le monde, mais l'histoire prouve qu'elles peuvent gagner des guerres justes quand elles le veulent) sont attaqués par une vaste nébuleuse de forces de haine et d'appétit de conquête, des esprits dont on ne sait pas où est le centre ni quels sont les vrais chefs. Mais on con-naît le but ultime de grande stratégie: conquérir l'Occident et ses amis, et les mettre à genoux.

Cette constatation constitue la réponse à la question "à quoi bon? ", la réponse est: "ne pas nous mettre à genoux" ■

François MOREAU DE BALASY  
Président d'Honneur de l'AFCA